

REPORTAGE

FRANCE/ALGÉRIE

ESSAIS NUCLÉAIRES

UN SECRET BIEN ENFOUI

Soixante ans après les 17 essais nucléaires dans le Sahara algérien, la France refuse toujours de faire toute la lumière sur leurs conséquences sanitaires et environnementales.

- Par Éric Dourel





Région de Mertoutek
où ont été effectués les essais
nucléaires français.

© Bruno Hadjih

Une page et demie sur un rapport qui en compte 160. Remis au président Macron le 20 janvier, le rapport de l'historien Benjamin Stora sur la réconciliation des mémoires entre la France et l'Algérie ne consacre que très peu de place aux conséquences environnementales et sanitaires qui entourent les 17 essais nucléaires orchestrés par la France dans le Sahara algérien. Interrogé sur cet aspect par *La Chronique*, l'historien n'a pas donné suite. Et pourtant...

Entre le 13 février 1960 et le 25 avril 1961, alors que la France est toujours en guerre contre l'Algérie, le commissariat à l'énergie atomique (CEA) et l'armée française procèdent à quatre tirs atmosphériques depuis Hamoudia, à 47 kilomètres de Reggane, en plein Sahara. Dès le premier tir (Gerboise bleue), la France veut envoyer un signal fort aux autres puissances nucléaires de la planète en faisant exploser depuis une tour métallique, à 100 mètres de hauteur, une bombe à plutonium d'une puissance de feu équivalente à presque 4 fois la bombe larguée sur Hiroshima. Le nuage radioactif de cet essai a été tel, qu'il s'est propagé en Afrique de l'Ouest (Mali, Niger, Tchad...) avant de toucher, treize jours plus tard, les côtes espagnoles. Une belle réussite...

DÈS LE DÉBUT DES
EXPÉRIMENTATIONS
NUCLÉAIRES,
LA FRANCE A PRATiqué
UNE POLITIQUE
D'ENFOUISSEMENT
DE TOUS LES DÉCHETS
DANS LES SABLES.
(...) LA FRANCE N'A
JAMAIS DÉVOILÉ OÙ
ÉTAIENT ENFOUIS CES
DÉCHETS NI LEUR
QUANTITÉ.

– Extrait du rapport
Sous le sable la radioactivité (2020)

Outre ces quatre tirs, la France en profite pour tester la résistance de son matériel de guerre (chars, avions, canons...) et n'hésite pas à positionner 195 soldats, à 650 mètres du point 0, et ce afin d'étudier leur comportement dans un environnement ultraradioactif. « *On a servi de cobayes, comme des souris dans un laboratoire* » témoignait en 2008 Roland Weil, appelé du 620^e Groupe d'Armes Spéciales, présent lors de l'explosion de Gerboise Bleue.

La population de Reggane a elle aussi été exposée. Un instituteur retraité témoigne dans le documentaire *Vent de sable* (2008) de Larbi Benchiha, « *ma fille qui est sage-femme a observé beaucoup de malformations vingt ans après les explosions. Des complications respiratoires, des maladies qu'on ne connaissait pas avant comme l'asthme, le cancer – du foie, des poumons, de l'estomac, du sein – sont apparues* ».

DEUX MINISTRES ÉVACUÉS

Forcément, ces essais, perpétrés en période de guerre, froissent l'opinion internationale. L'armée et le CEA sont obligés de se replier au fin fond du désert, à In Ekker, à 150 kilomètres au nord de Tamanrasset, pour procéder à des essais souterrains. Entre le 7 novembre 1961 et le 16 février 1966 (soit quatre ans après la déclaration de l'indépendance de l'Algérie), la France va se livrer à 13 essais en tunnel. Contrairement à ce qui était prévu, 12 tirs ne seront pas totalement confinés et des fuites libèrent de la radioactivité à plus ou moins fortes doses. Le tir Béryl du 1^{er} mai 1962 restera dans les annales comme étant le raté le plus retentissant. « *L'obturation imparfaite de la galerie a provoqué une rupture de confinement entraînant un rejet de radioactivité dans l'environnement* », reconnaît en 2007 le ministère de la Défense, qui a refusé de répondre directement à nos questions. Traduction : Après le tir, la montagne s'est mise à trembler, de la lave radioactive a été éjectée, suivie d'un nuage tout aussi radioactif. Deux ministres, Pierre Messmer (Armées) et Gaston Palewski (Recherche)

venus assister à l'évènement, ont été contraints, tout comme les civils et militaires présents, de fuir en catastrophe pour éviter le nuage radioactif. Les villageois de Mertoutek n'ont pas eu cette chance. Situé à une soixantaine de kilomètres du lieu du tir, ce village a été touché de plein fouet. D'après le documentaire *At(h)ome*, de la réalisatrice Elisabeth Leuvrey et du photographe Bruno Hadjih, ont été dénombrés « *17 morts le premier mois* ».

SOUS LE SABLE, LES DÉCHETS

En 1967, lorsque la France quitte l'Algérie, elle se contente de faire le minimum syndical en matière de

démantèlement et de nettoyage. Extrait du rapport *Sous le sable la radioactivité* (2020) de Jean-Marie Collin, expert en désarmement nucléaire et porte-parole de l'Ican, (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons) et de Patrice Bouveret directeur de l'Observatoire des armements : « *Dès le début des expérimentations nucléaires, la France a pratiqué une politique d'enfouissement de tous les déchets dans les sables. Le désert est alors vu comme un "océan" où, du simple tournevis aux avions et chars, tout ce qui est susceptible d'avoir été contaminé par la radioactivité doit être enterré. La France n'a jamais dévoilé où étaient enfouis ces déchets ni leur quantité. À ces matériaux contaminés, laissés volontairement sur place aux générations futures, s'ajoutent deux autres catégories : des déchets non radioactifs (issus du fonctionnement et du démantèlement des sites) et des matières radioactives (sables vitrifiés, roche et lave contaminées)* ».

Au fil des années, ces sites mal clôturés sont régulièrement pillés pour récupérer tout ce qui peut l'être. Le réalisateur et journaliste Larbi Banchiha : « *Le cuivre a été recyclé pour fabriquer des théières, des plateaux, des gobelets. Oui, la radioactivité s'est baladée clairement à travers tout le pays et bien au-delà* ». Interrogé en 2010 à ce sujet, le ministère de la Défense est catégorique : « *impact très limité pour les incidences environnementales et sanitaires des essais nucléaires* ».





Début 1990, des témoignages commencent à affluer avec la publication de premières études indépendantes de l'Observatoire des armements. En 2001, les vétérans des essais nucléaires se regroupent en association pour exiger des indemnités. En 2008, c'est la douche froide : une loi présentée par le gouvernement Fillon interdit *ad vitam æternam* « la diffusion d'informations permettant de concevoir, fabriquer, d'utiliser ou de localiser des armes nucléaires ». Cette loi intervient juste deux ans avant la déclassification de ces archives ! Impossible donc, encore aujourd'hui, de savoir ce qui a été enterré, où et dans quelles proportions. Sans compter l'absence totale de bilan et de suivi sanitaire pour les populations autochtones qui ont subi ces essais de plein fouet. Soit quelque 20 000 personnes qui vivaient dans les environs d'In Ekker et de Reggane. – E. D.

Les habitants de la région de Mertoutek, victimes des radiations.

© Bruno Hadjih



Les installations censées interdire l'accès aux zones contaminées.

© Bruno Hadjih

ALGÉRIE

PREUVES
À CHARGE

Pour l'armée, les essais nucléaires au Sahara ont eu « *un impact très limité* » sur l'environnement. Pas pour Roland Desbordes, porte-parole de la Criirad¹, seul scientifique indépendant à s'être rendu sur place pour prélever des échantillons et les analyser.

Dans quel contexte vous êtes-vous rendu en Algérie ?

En octobre 2009, dans le cadre du tournage d'un documentaire sur la question des essais nucléaires au Sahara, intitulé *L'Algérie, de Gaulle et la bombe*, le réalisateur Larbi Benchiha m'a demandé de l'accompagner dans le massif du Hoggar, à proximité d'In Ekker, à une centaine de kilomètres au nord de Tamanrasset, en plein Sahara, là où la France a effectué des essais nucléaires souterrains entre 1961 et 1966. L'objectif était de prélever des échantillons afin de prouver que la radioactivité qui règne encore sur place n'a rien à voir avec le bruit de fond, c'est-à-dire avec la radioactivité naturelle. L'armée française a toujours prétendu que le risque radiologique induit par les essais était très « limité », ce qui n'a rien de scientifique. Les infrastructures de l'armée qui abritaient les laboratoires souterrains et les galeries sont toujours en place, et ce secteur est encore très fréquenté par les populations nomades. Nous étions très « encadrés » par l'armée, la gendarmerie et la police algérienne. Officiellement, pour parer à tout risque d'enlèvement...

Qu'avez-vous prélevé ?

J'ai d'abord prélevé deux échantillons dans le secteur contaminé

par le tir Béryl. Cet essai effectué le 1^{er} mai 1962 a été un fiasco total. Le choc de l'explosion a éjecté de la montagne de la lave radioactive et propagé un nuage de poussières également radioactives. J'ai récupéré un morceau de moins de 30 grammes de cette lave qui présentait un flux de rayonnement gamma 150 fois supérieur au bruit de fond naturel. Après analyses au laboratoire et vu ce qu'il contenait, je l'ai remis aux autorités algériennes afin de les obliger à se poser des questions sur la situation. Le second échantillon était un petit tas de cendres qui entouraient des fils de cuivre, avec un flux de rayonnement gamma de plus de 5 fois supérieur au bruit de fond. Aujourd'hui encore, des gens récupèrent ces fils dans les galeries, les font brûler sur place pour enlever le plastique qui les enveloppe et ne garder que ce qui les intéresse. À moins d'un kilomètre de la zone de tir, j'ai prélevé de l'eau dans un puits profond de 13 mètres, ramassé du sable qui présentait une activité anormale, et enfin un kilomètre plus loin, dans l'axe du tir Béryl, j'ai trouvé des crottes de chameaux dans un oued asséché.

Sur le chemin du retour, à l'aéroport, les douaniers nous ont bloqués lorsqu'ils ont vu les prélèvements. « *Vous n'avez pas le droit d'emporter ça, cela provient d'un parc naturel* »,

nous ont-ils signifié. Après de longues tractations, nous avons réussi à passer, mais en prenant soin de ne surtout pas prononcer le mot « nucléaire ».

Au regard des résultats d'analyses, qu'en avez-vous conclu ?

Outre la très forte contamination au césium 137 pour la lave et les cendres, on trouve dans ces échantillons la présence d'américium 241, qui indique la présence de plutonium 241, dont il est un descendant, et de plutonium 239. Ce qui montre clairement que la radioactivité est encore présente et précisément signée du scea des essais nucléaires français. Cela implique qu'il faut absolument interdire l'accès à ce site, renforcer les clôtures particulièrement dégradées, informer et sensibiliser les populations sur les risques radiologiques induits, confiner les matières les plus contaminées, accroître les contrôles radiochimiques sur la chaîne alimentaire locale et faire une campagne pour vérifier les matériaux récupérés et utilisés par la population, autrement dit, mettre enfin en œuvre tout ce qui aurait dû être fait dès le départ... et qui n'a jamais été fait. – Propos recueillis par Éric Dourel.

¹ – Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité.

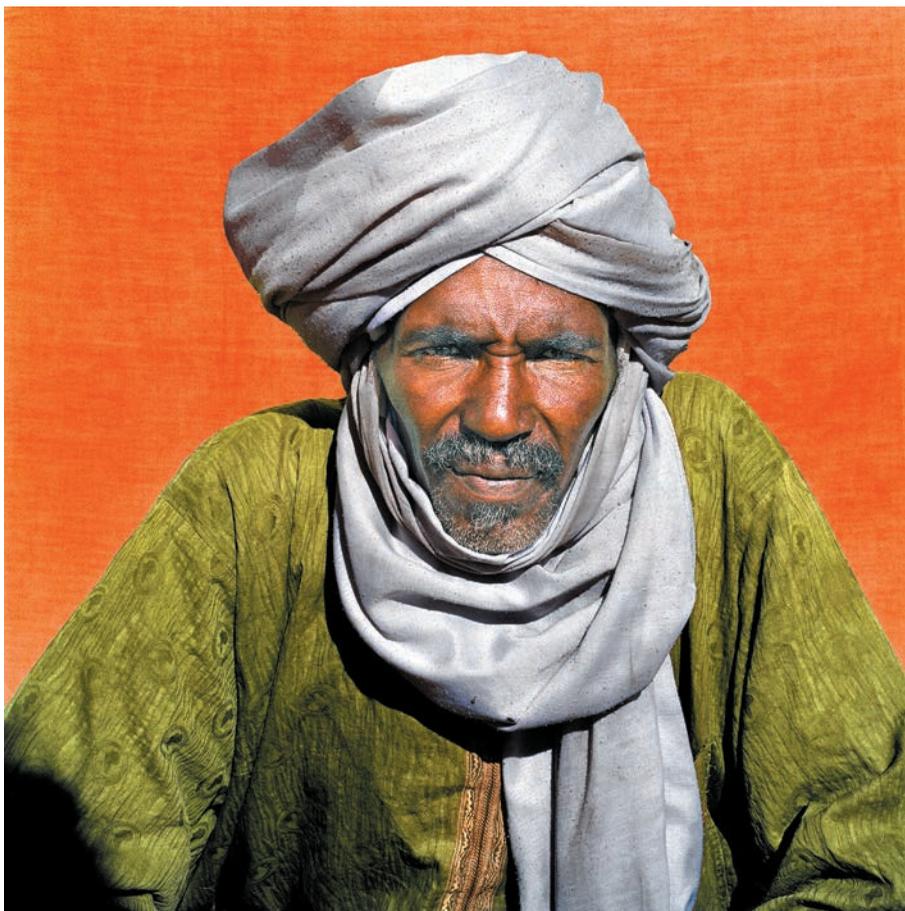
MERTOUTEK

LES HABITANTS TÉMOIGNENT

La région de Mertoutek, dans le massif du Hoggar, est habitée depuis plus de 5 000 ans, comme en témoignent les figures rupestres découvertes en 1935 par Conrad Killian. Elle compte aujourd'hui 265 habitants, principalement des éleveurs et des agriculteurs. Quant au village de Mertoutek, il accueille dans son unique école une quarantaine d'élèves.

Le 1^{er} mai 1962, le tir Béryl (voir p.32), effectué à In Ekker a soulevé la montagne. Son nuage radioactif s'est échappé de la galerie de confinement et a survolé le village de Mertoutek, distant de 60 kilomètres. Les retombées radioactives ont tué 20 personnes dans la semaine qui a suivi l'explosion. Le quart du village.

La retranscription des interviews s'est effectuée dans l'esprit de la langue tamachiq sans chercher à corriger ou à adapter leur réponse en français.



BEN SALAH MOHAMED

« J'avais 6 ans à l'époque. J'étais berger et je gardais des brebis. J'étais sur le plateau, et les militaires étaient venus nous récupérer en hélicoptère en abandonnant les bêtes. Arrivés au village, on nous a mis dans des camions pour nous évacuer. Le même jour, j'ai perdu mon père, ma mère et un frère. J'ai été récupéré avec ma sœur par mon oncle ».



CHONIQUA AÏCHA

«J'étais bergère sur le plateau, et on habitait des zéribas au fond de l'oued. Des militaires sont arrivés dans des hélicoptères pour nous évacuer, en laissant le bétail. Aussitôt, j'ai commencé à avoir de la fièvre. On m'avait emmenée à Oasis 2 pour me soigner. Je suis restée six mois. J'avais fait plusieurs fausses couches, et deux de mes enfants sont morts. Je développe un cancer».



CHONIQUEA AÏCHA BENT RAHIL

«Et en ce temps-là, il y avait des oiseaux qui mouraient, on trouvait des oiseaux, des mouches, des scarabées et des lézards, on trouvait tout ça mort et on ne savait pas de quoi, on trouvait plein d'animaux et d'insectes morts et on ne savait pas qui les avait tués, on trouvait des traces bizarres que l'on suivait et c'était celles d'un chien mal en point qui traînait la patte avant de mourir, ou celles d'un chacal des fois».